

L'Unité Syndicale en France et les fractions

L'analyse de la situation doit, évidemment, partir de ce qui est et non d'hypothèses ou de conjectures politiques. Dans la résolution publiée dans le n° 9 de « Bilan » sur la France, notre fraction s'est inspirée de cette considération : sans vouloir se lier les mains soit par une perspective de fascisme imminent, soit par une perspective du maintien de la démocratie bourgeoise amendée, bien que, déjà, cette seconde éventualité paraisse la plus probable, nous voulions enregistrer politiquement l'évolution des événements en France et surtout marquer les positions autour desquelles le prolétariat devait se rassembler pour poursuivre sa lutte dans l'un et dans l'autre des cas.

Aujourd'hui, le problème se présente tout autrement. Il ne s'agit plus de perspectives, mais d'éléments de faits ; il n'est plus question de rassembler les ouvriers contre l'une ou l'autre manœuvre capitaliste, mais d'examiner l'action prolétarienne, ses formes, sa substance dans une période qui a mis à nu la fonction définitive de certaines forces sociales qui agissent au nom des intérêts bourgeois. Après les répercussions de la déclaration de Staline en France, les manifestations du 14 juillet, la constitution d'un front populaire avec les radicaux et, enfin, l'unité syndicale pour l'étranglement du prolétariat, on ne peut vraiment plus se permettre une seule hésitation quant à la signification profonde de ces événements sous peine de devenir un pion de manœuvre des confusionnistes, agents de la bourgeoisie. Il faut donc partir d'un point acquis et compléter dans ce sens la résolution de la C. E.

La France, après l'Angleterre, prouve que l'avènement du fascisme n'est pas le fait d'une fatalité mystérieuse, mais la conclusion capitaliste à des rapports donnés entre les classes, rapports qui n'expriment eux-mêmes que l'état d'évolution des contrastes économiques et sociaux qui sont à la base du régime capitaliste. Les grandes puissances métropolitaines, vieilles démocraties bourgeoises arrivées les premières au pouvoir, ont traversé l'après-guerre sans secousses de

classes, grâce à leur position prédominante à Versailles, à leurs vastes empires coloniaux, amortisseurs de l'économie métropolitaine. Même la crise économique n'a pas apporté, dans ces pays, des troubles graves nécessitant des manœuvres capitalistes d'envergure. Il est vrai que, la première, l'Angleterre s'est engagée dans le chemin des manœuvres monétaires et, qu'en France, eut lieu la secousse du 6 février 1934. Mais ce sont là, plutôt, des éléments qui caractérisent la force impérialiste de ces pays où les nécessités de la crise économique, de la phase de dépression permanente d'un système condamné, peuvent s'exprimer par des manipulations monétaires qui renforceront le capitalisme anglais par l'aggravation de l'exploitation de millions d'indigènes et le morcellement d'un prolétariat métropolitain corrompu jusqu'à la moëlle ; ou, au travers de scandales financiers qui permettront au capitalisme français de concentrer l'attention des ouvriers autour de ceux-ci, alors qu'il passera à la constitution d'un gouvernement d'Union Nationale pour éliminer les travailleurs de leur chemin spécifique de classe. Il est faux de considérer le fascisme comme le fruit d'une situation économique donnée. Mais même en acceptant ce critère, il faudrait quand même admettre que les capitalismes anglais et français possèdent, sur ce terrain, infiniment plus de possibilités de manœuvres que n'en possédât l'Italie ou l'Allemagne, ce qui rend toute possibilité d'analogie vaine. Mais ce critère, nous ne l'acceptons pas, parce qu'il s'agit d'une notion unilatérale et, de ce fait, non-marxiste. Certes, les explosions sociales sont le fait de rapports économiques donnés, mais il faut qu'elles puissent s'exprimer dans une direction donnée, conforme aux buts historiques du prolétariat et non qu'elles soient dévoyées et étouffées — ce qui est le cas en France — pour être finalement reconduites vers la consolidation du régime capitaliste. C'est la rupture du front des classes, en Italie, en Allemagne, l'impossibilité de donner aux explosions manifestement révolutionnaires des ouvriers

un débouché capitaliste, du fait du dénuement économique de ces impérialismes, qui a motivé l'intervention des bandes armées du fascisme. Et pour nous occuper de la France, ce sont là des éléments que nous ne retrouverons à aucun moment de son évolution. Ni dans l'immédiat après-guerre, ni surtout le 6 février, dont la résolution de la C. E. a marqué suffisamment la signification pour que nous n'ayons pas à y revenir longuement ici.

Par contre, nous verrons le centrisme passer la barricade après la déclaration de Staline, la constitution d'un large front populaire pour la défense de la république démocratique et, enfin, toutes les attaques frontales de Laval contre le prolétariat immobilisé par socialistes et centristes. La période de Flandin et Laval en France, la persistance du gouvernement national Baldwin en Angleterre, qui sont les périodes où le prolétariat s'est vu balayé du terrain politique et où il s'est dissout au sein de la « Nation », nous permettent de formuler, d'une façon catégorique, que ces pays entreront dans la guerre sans connaître le fascisme.

Il s'agit maintenant de voir comment on aborde l'évolution de la situation française et comment elle se déroula réellement. Si le 6 février signifie quelque chose, c'est exactement le contraire de ce que l'on veut y voir. Il n'eut pas pour conséquence le développement de bandes fascistes, mais fut à l'origine de la formation du front commun qui se développa progressivement jusqu'à entraîner de forts contingents d'anciens combattants pendant que la droite, portée au pouvoir brusquement, pratiquait le chantage fasciste pour faire passer dans le calme ses mesures économiques. Dès lors, il s'agissait, non de rivaliser de zèle avec les antifascistes socialistes et centristes, formant comités sur comités ou de se lancer dans de profondes digressions sur les milices syndicales, mais bien d'appeler les masses à lutter contre la seule réalité présente — sans préjuger, évidemment, de l'avenir — : les mesures du gouvernement démocratique de Doumergue d'abord, de Flandin ensuite, et, enfin, de Laval.

Aucun groupement français n'a posé justement les problèmes fondamentaux du mouvement prolétarien, parce que

même ceux qui prétendaient vouloir aller de l'avant, restèrent prisonniers de vieilles formules creuses. Au sujet du problème du fascisme, ce fut une erreur que d'inventer une opposition de principe entre lui et la démocratie bourgeoise en rejetant à priori que cette dernière puisse évoluer jusqu'à remplacer la nécessité du fascisme. Certes, il ne s'agit pas ici d'un problème de volonté, d'actes que la bourgeoisie française pouvait ou non réaliser, mais de toute une structure sociale non travaillée par des éruptions et qui enfanta irrésistiblement cette manœuvre démocratique. Il était juste de dire que, dans la phase contre-signée par l'écrasement du prolétariat allemand et de l'entrée de la Russie dans la S.D.N., la période d'un écrasement mondial du prolétariat s'ouvrait et que le capitalisme allait frapper en France. Mais il était faux de faire d'une forme de domination capitaliste un épouvantail mondial, alors que c'était la substance de ces nouvelles situations qu'il fallait retenir : une attaque mondiale du capitalisme en vue de l'écrasement des ouvriers dans tous les pays.

Pour la question syndicale, notre résolution disait : « l'importance qu'il faut attribuer actuellement à la question syndicale, en France, découle de la situation qui ne pose pas momentanément le problème du pouvoir devant la classe ouvrière ». Il fallait donc rassembler les masses autour de leurs revendications immédiates, attaquées non par le fascisme, mais par les gouvernements démocratiques et ainsi préparer la voie pour des batailles plus générales. Nous partions de la situation qui voyait se déclencher l'attaque capitaliste et le reflux prolétarien et c'est dans ce sens que nous préconisions la C.G.T. unique, la fusion entre C.G.T. et C.G.T.U. : mais sur la base d'un programme de luttes grévistes. Nous disions : « le mot d'ordre de l'unité syndicale est donc inséparable de la lutte pour la grève générale. Une unité se réalisant par le simple passage des syndicats de la C.G.T.U. dans ceux de la C.G.T., sans que cette poussée unitaire se rencontre avec une évolution des mouvements grévistes, représenterait un nouveau facteur de la démobilisation du prolétariat à l'avantage du capitalisme ». Aujourd'hui, l'unité syndicale est presque réalisée, à part certaines frictions entre